

Plénière : échange avec les jeunes présents dans les ateliers Interventions officielles

GILLES BERHAULT, *Président d'ACIDD*: Pour ouvrir cette dernière séance autour de ce cèdre très ancien, je vais d'abord passer la parole à Philippe Ledenvic. Cet après-midi, en ouverture, nous avons deux "schizophrènes" (*Rires*): le directeur régional de l'environnement, également directeur régional de l'Industrie, ainsi que le Président d'Ecoemballages, également Président du Comité 21.

Donc je leur laisse la parole.

PHILIPPE LEDENVIC, *directeur, DIREN DRIRE Provence-Alpes-Côte d'Azur*: Lorsque j'ai découvert le programme, j'ai constaté que mon intervention avait été classée dans les discours institutionnels. Or, en général, ceux-ci m'ennuient, comme c'est le cas pour vous. Cela étant, j'ai également entendu hier en arrivant que nous avions droit ici à une certaine liberté de parole; j'essayerai donc de l'exercer, justement pour essayer de vous endormir après ce repas... (*Rires*) Je vais tenter toutefois de ne pas être trop institutionnel.

Ma vision du développement durable est d'essayer de définir une façon nouvelle de vivre ensemble. D'autres l'ont dit mieux que moi hier, en prenant d'autres exemples: la prévention des conflits, l'idée d'inventer un XXI^e siècle; j'ai entendu toutes ces idées. J'y crois foncièrement, du fait de mes expériences personnelles et professionnelles. Je suis devenu fonctionnaire à un moment où l'individualisme s'était, me semble-t-il, un peu plus développé. Nous le constatons à tout moment dans les comportements quotidiennement, en conduisant notre voiture, en faisant nos courses, etc. Or, pour avoir une démarche de développement durable, il faut avant tout avoir conscience que construire quelque chose avec les autres est une nécessité, avec une vision de cette société qui, justement, tienne compte de l'autre, des ressources dont on a besoin collectivement, etc.

Je pensais centrer mon intervention essentiellement sur deux points, ou deux messages, pour essayer d'expliquer comment mettre en pratique cette vision des choses. Un des enjeux actuels est l'expérimentation de rapprochement entre la DRIRE et la DIREN. Je vais tenter d'illustrer cela par des choses concrètes et pragmatiques; c'est davantage ma façon de les voir et de les vivre.

Tout d'abord, je voudrais parler, à partir de cette expérience que nous vivons actuellement, du fait culturel. J'entends tout le monde dire qu'il s'agit, à la base, de cultures très différentes ; c'est vrai, il faut le reconnaître. Mais la première chose passionnante dans cette expérience est justement le fait que nous devons commencer par nous écouter les uns les autres, nous connaître et comprendre la rationalité de l'autre, c'est très important. Je suis persuadé que la vie à l'écart entretient, au contraire, les préjugés. Un des points très positifs de cette expérimentation de rapprochement est justement celui de s'imposer progressivement la découverte de l'autre, même lorsque, parfois, on n'en a pas spontanément envie.

“ Force est de constater que, par le passé, les DRIRE et les DIREN n'ont pas souvent travaillé ensemble.”

Force est de constater –cela a été signalé dans plusieurs rapports de l'Inspection générale– que, par le passé, les DRIRE et les DIREN n'ont pas souvent travaillé ensemble.

Il me vient une deuxième question, tout aussi intéressante, par rapport à toutes nos discussions : Quel est le sens ? Pourquoi faire ? Quelle idée ?

Je vous donnerai deux ou trois exemples qui sont apparus assez rapidement au travers des échanges et des réflexions que nous avons eus, ainsi que des directions vers lesquelles nous nous proposons d'aller.

Chose évidente : la DRIRE s'intéresse plutôt aux risques technologiques et la DIREN aux risques naturels. Dans notre région, honnêtement, les deux sont omniprésents, s'interpénètrent ; nous retrouvons donc les mêmes concepts. Nous parlons d'aléas, de vulnérabilité, etc. Auparavant, nous en parlions séparément et, honnêtement, le fait d'échanger et d'en discuter entre nous amène à nous demander si tout cela est bien cohérent. Nous avons donc d'ores et déjà pris un certain nombre d'orientations pour essayer d'aller dans ce sens.

L'autre sujet majeur, essentiel par rapport à nos discussions et à nos réflexions depuis le début de cette session, est la question des ressources. Les DRIRE s'intéressent à la gestion de l'énergie et des matières premières, et les DIREN à l'eau, à la biodiversité, aux espaces naturels et aux richesses naturelles. Pour qui connaît la région PACA, ces quatre ressources s'interpénètrent partout, en permanence.

Or, il se trouve que des concepts ont été développés pour gérer certains types de ressources, gérés par telle direction, et ne l'ont pas été pour gérer d'autres ressources, gérées par une autre direction. Là aussi, l'échange et le rapprochement des cultures amène, me semble-t-il, à s'interroger globalement sur les ressources, avec une démarche typiquement de développement durable.

“ L'échange et le rapprochement des cultures amène à s'interroger globalement sur les ressources”

Vient ensuite la question centrale des développements durables, avec la DRIRE davantage “portée”, entre guillemets, sur les activités économiques et la DIREN sur les territoires. Là aussi, nous avons des choses à faire ensemble.

Globalement, nous retrouvons des croisements sur les questions de l'aménagement du territoire. Cependant le simple fait de partager en interne nos idées sur le sujet, d'essayer de bâtir et de construire une vision commune, participe de ce que j'essayais de définir tout à l'heure en parlant d'une façon nouvelle de vivre et de penser ensemble.

Enfin, ma fierté du moment –et nous allons essayer d'y mettre tous les moyens– concerne l'éco-responsabilité. Nous essayons de mobiliser ce qui me paraît plus facile DRIRE et DIREN ensemble plutôt que séparées, les services de l'État, mais pas seulement, sur cette question. Pour cela, nous constituons le réseau des services de l'État sur l'éco-responsabilité. Nous essayerons d'avoir une dynamique commune et également de profiter de la semaine de la mobilité pour lancer la démarche "Plan de déplacement entreprises". Ce ne sera pas uniquement "DRIRE-DIREN" ; il nous a paru intéressant de le faire avec tous ceux du Toulonnais, notamment la société du Canal de Provence, le CEMAGREF, ceci en liaison avec les collectivités concernées.

Il est clair que l'éco-responsabilité ne porte pas seulement sur des "démarches ponctuelles", entre guillemets, de cette nature, mais également sur des politiques d'achat. Nous avons d'ores et déjà adopté celles que nous espérons vertueuses. Cela transparait par ailleurs sur l'organisation du travail, la dématérialisation croissante de la gestion des dossiers...

J'ai un premier message optimiste à vous délivrer concernant cette tentative. Pour l'instant, ce que nous, agents de la DIREN et de la DRIRE, vivons collectivement sur le sujet me paraît extrêmement positif, premièrement dans l'idée de construire quelque chose, mais aussi dans celle d'échanger et de croiser nos expériences.

Le deuxième point de mon intervention porte sur le fait que nous sommes actuellement dans une fenêtre opportune pour le développement durable, notamment en matière de communication,

J'ai bien entendu ce matin quelqu'un dire qu'il était un peu dommage de ne pouvoir réellement communiquer ou arriver à faire passer des messages qu'en face de catastrophes. À l'inverse, je retourne de façon un peu cynique cet argument en disant : au moins, lorsqu'elles sont là, profitons-en. Je donnerai quelques exemples d'expériences professionnelles et personnelles qui montrent que, de toute évidence, il faut utiliser un certain nombre de ressorts pour que la communication soit efficace.

Il se trouve que j'ai porté sur les fonds baptismaux l'indice ATMO. On peut le critiquer mais, au moins, c'est à partir de ce moment-là qu'on a commencé à parler de pollution atmosphérique. Dans le même esprit, en PACA, un arrêté interdépartemental a été adopté voici deux ans concernant les mesures d'urgence "ozone". Nous avons essayé de faire tout ce que nous pouvions pour essayer de réduire les émissions, mais le message important porté par cet arrêté était de dire que cela concernait tout le monde.

Vous ne pouvez pas imaginer les réactions que nous avons eues à ce sujet. J'ai notamment reçu un appel d'un employé d'une industrie ; il m'a dit que nous devions taper davantage sur l'industrie mais que, en revanche, les limitations de vitesse embêtaient les gens. J'ai essayé de lui donner un certain nombre d'arguments pour lui expliquer que c'était nécessaire, que nous avons tous la capacité de contribuer, au moins de façon assez modeste, à cet objectif commun. Ces mesures d'urgence, au delà de

leur ambition d'essayer de réduire un peu la pollution, ont celle d'essayer de faire passer un message et d'arriver à mobiliser les gens sur le sujet.

Autre élément de contexte ; je parlais de "fenêtres favorables" et l'une d'elles est la sécheresse. La situation est catastrophique, cela a été suffisamment dit. Là encore, tout un travail a été fait pour essayer de prévenir la situation. Or, cela arrive à peu près au moment où, en application d'une directive européenne, mais de façon totalement volontaire, il a été décidé la mise en place de la "directive cadre" sur l'eau. Elle comprend de nouveaux modes de concertation pour aller à la rencontre des populations, les écouter, et ceci dans des formats extrêmement différents : grandes réunions publiques ou dans de petites réunions davantage ciblées sur certains bassins...

“ Il a été décidé la mise en place de la "directive cadre" sur l'eau. Elle comprend de nouveaux modes de concertation pour aller à la rencontre des populations, les écouter ”

prend de nouveaux modes de concertation pour aller à la rencontre des populations, les écouter, et ceci dans des formats extrêmement différents : grandes réunions publiques ou dans de petites réunions davantage ciblées sur certains bassins...

Ce sont des expériences de communication sur le développement durable qui me semblent utiles ; nous n'avons probablement pas encore épuisé toutes les formes de communication de cette nature.

Je finirai en parlant d'un sujet qui m'est cher, la problématique de l'énergie. J'y avais travaillé de façon assez proche, puisque j'avais été chargé de la pollution atmosphérique au milieu des années 90. J'avoue que, lorsque j'intervenais publiquement, j'étais régulièrement un peu navré de voir à quel point les politiques de maîtrise de l'énergie étaient tombées en désuétude. Le constat que je faisais était que le prix de l'énergie n'invitait pas... Mais ce n'est pas une bonne raison.

Mon cheval de bataille, depuis maintenant dix ans, consiste à dire qu'il serait tout de même bien d'essayer d'inclure les politiques de maîtrise de l'énergie dans des politiques environnementales plus globales. Depuis dix ou quinze ans que le sujet est sur la table, aucun ministre de l'Écologie n'a réussi à obtenir, dans son décret d'attribution, le rattachement de la maîtrise de l'énergie. Enfin, avec le prix du pétrole, nous allons peut-être pouvoir relancer un peu le sujet. Il est un peu dommage d'y arriver uniquement par l'effet prix. Je suis d'accord avec ce qu'a dit hier Pierre-Frédéric Tenière-Buchot. Dans le développement durable, il faut que l'argent soit très présent et, à mon avis, les politiques que nous devons essayer de développer, de mener et de pousser doivent

justement s'appuyer sur et intégrer ce volet. Nous n'arrive-

“ Aucun ministre de l'Écologie n'a réussi à obtenir, dans son décret d'attribution, le rattachement de la maîtrise de l'énergie ”

rons pas à faire de développement durable sans prendre en compte ces mécanismes forts. Cela dit, ce n'est pas suffisant, c'est très clair.

J'en arrive à ma conclusion.

À propos des suites des rencontres –vous comprendrez la logique avec ce que je viens d'indiquer–, je suis sur la même ligne qu'Anne-Marie Sacquet : nous pouvons faire avancer les choses dans la confrontation et dans l'échange de points de vue qui ne sont pas toujours identiques. Une des questions que je me suis posée lors de ma deuxième journée d'Université d'été, a été la suivante : n'y aurait-il pas moyen de faire adhérer ou de faire venir davantage de gens "dans le train", c'est-à-dire des gens qui ne sont pas "dans le bateau", qui ne sont pas nécessairement impliqués ?

Nous en avons parlé hier avec l'élu de Limoges et cela m'a frappé. La grande majorité ne se sent pas impliquée et n'a pas envie de le faire. La question est de savoir comment, au delà du "cercle d'initiés", entre guillemets, que nous sommes, nous qui avons des convictions sur ces questions, parvenir à impliquer davantage de gens. C'est une question que je me pose, notamment par rapport à ces rencontres.

Une question vient ensuite : où ? Ici, nous sommes en "petit milieu", confiné. Or, nous devons pouvoir diffuser les idées que nous voulons faire passer. Il faudrait donc trouver, si possible, des lieux dans lesquels nous puissions être davantage en contact avec les gens que nous voudrions voir se joindre à nous.

Je vous remercie de votre attention.

(Applaudissements.)

É R I C G U I L L O N, *Président du Comité 21 et Président d'Éco-emballages*: Bonjour à tous et à toutes. Voici un an, j'ai eu l'honneur d'être élu Président du Comité 21 et, au cours de cette année, j'ai souvent entendu parler de cette Université d'été. Anne-Marie a été très diserte sur la qualité des échanges, les idées nouvelles, etc. Je suis allé à Valenciennes pour m'entraîner, reçu par Pascal ; j'avais donc de quoi faire... Puis, je suis venu ici avec le désir d'abord d'écouter. J'ai tellement écouté que j'ai peu participé directement, à ce point que, ne m'entendant jamais parler, les gens m'ont demandé si je n'étais pas malade ! C'est très important et nous reviendrons sur cette idée : c'est aussi un endroit où l'on écoute.

Je ne sais pas si vous avez lu l'introduction du très bel ouvrage qui préfigure cette Université, signé Anne-Marie et Gilles, mais trois expressions m'ont frappé directement au cœur et m'ont enrichi dans l'idée que j'allais venir ici acquérir beaucoup de choses : le premier était "l'action", le deuxième "le concret" et le troisième "convaincre le grand public". D'après moi, ce sont fondamentalement les trois grandes idées dont nous avons discuté ensemble pendant ces deux jours et qui me paraissent fondamentales dans la démarche de développement durable.

Comment se fait-il qu'une démarche aussi prospective, aussi intelligente, aussi conviviale, aussi collective ait autant de mal à pénétrer les arcanes du grand public ? C'est une interrogation que je porte avec moi depuis de nombreuses années ; c'est sans doute celle qui m'a enrichi à l'époque où nous avons créé, puis développé, Éco-emballages, puis lorsque j'ai travaillé au sein du Comité 21 et aujourd'hui à sa présidence.

Comment se fait-il que cette démarche de valeur, qui a la tentation naturelle d'innover en matière de comportement des gens, pénètre aussi mal ou aussi peu dans l'esprit du grand public ? Lorsque nous parlons de communication, ce qui est le thème de notre rendez-vous de ces deux jours, nous sommes au cœur de la problématique.

Je voudrais simplement, avec toute l'humilité que je peux avoir étant beaucoup moins expert que la plupart d'entre vous, vous faire part de deux ou trois réflexions qui m'ont frappé, certes au cours de ces deux journées, mais depuis déjà quelques années.

La démarche de développement durable doit être d'abord collective ; j'insiste beaucoup sur ce qualificatif. Il n'est pas du tout nouveau, mais il est extrêmement fort par rapport à toutes les réflexions qui tendent à centrer le débat sur les valeurs individuelles. Cette démarche collective, pour moi, est la force et l'originalité du Comité 21

et de cette Université d'été. En effet, elle met en présence et en discussion le collège associatif, celui des collectivités territoriales, des industriels et également celui des représentants des services de l'État et des médias.

Il me paraît tout à fait important, pour la suite des événements et si nous voulons inscrire cette démarche de développement durable dans le temps, que celle-ci soit une valeur partagée –je dis bien “partagée”– par l'ensemble de ces quatre collèges.

Le futur appelle tellement de volonté de changements, tellement d'ouvertures nouvelles sur le monde et ses problématiques –elles ont été très bien expliquées–, je n'ai aucune envie d'y revenir que nous ne réussions jamais avec un collège seul. Je m'inscris en faux contre ceux qui pensent que le monde associatif ou que le monde industriel peut s'en sortir seul. J'ai appartenu à

plusieurs de ces milieux et ma conviction, pour l'avoir vécu et pour le vivre à côté d'Anne-

“ Cette démarche collective, pour moi, est la force et l'originalité du Comité 21 et de cette Université d'été ”

Marie et des gens du Comité 21 qui sont ici dans cette salle, est que cette démarche établie collectivement, dans laquelle chacun des représentants de ces collèges peut émettre un avis, donner son opinion, participer aux progrès, à la valeur ajoutée que représente le débat, ne peut pas réussir par un seul collègue. C'est une démarche collective et je pense que nous procéderons de cette manière.

Démarche collective... Cela signifie qu'elle doit s'inscrire dans l'action parce que nous sommes engagés dans l'action ! Aucune communication ne sera durable si elle ne s'inscrit pas dans une démarche d'actions. L'action a d'abord été la hiérarchisation des différents problèmes qui se présentent. Pour le Conseil d'administration du Comité 21, un choix de programmes d'actions sera fait de telle manière que chacun, dans ces différentes familles d'acteurs, y trouve son compte. Nous les avons réduits à quatre.

Le premier d'entre eux, qui est venu naturellement, est de participer à promouvoir l'éducation au développement durable. En effet, les confusions que nous avons vues dans de nombreux débats, notamment ici, entre environnement et développement durable n'en sont qu'un exemple. Le développement durable nécessite une formation initiale. Je suis ravi que vous ayez eu l'initiative d'inviter des jeunes aujourd'hui. C'est ce qu'ils expriment. Ils sortent depuis moins longtemps que nous tous du monde universitaire et ils sont demandeurs. Pourtant, ils ont derrière eux dix ou quinze ans d'université, de classe, de présence à l'école.

Le deuxième point qui me paraît important est de se souvenir que le développement durable –tu l'as dit tout à l'heure et je partage à 100 % cette opinion– repose sur un triptyque et que, dans ce triptyque, nous retrouvons l'économie. J'ai été très content de voir, dans nombre de ces ateliers, que l'économie, ou la finance, commençait à reprendre sa place, mais uniquement la sienne. Il n'y a pas de démarche de développement durable qui ne supporte un programme s'inscrivant dans une optique économique, dans lequel elle est soutenue, portée par l'économie. Cela me paraît très fort.

Bien sûr, elle doit s'accompagner d'une analyse sociale et, bien sûr, d'une analyse environnementale. Lorsque je dis que nous devons emmener avec nous ce triptyque, le faire partager et comprendre, nous pourrions ajouter un quatrième point, à mes yeux fondamental et que cette Université a très bien mis en valeur, à savoir le culturel.

Nous modifions la démarche culturelle. Ce n'est pas parce que je viens du monde de l'entreprise que je vais vendre la pertinence d'une démarche entreprise... Pas du tout ! Je suis venu au Comité 21, comme beaucoup de mes amis de ce collège, pour entendre ce qu'attendent les collectivités territoriales, le monde associatif, pour regarder ce que nous pouvons faire ensemble pour faire progresser ces idées et réinventer, de ce fait, ensemble, de nouvelles valeurs et ensuite, bien sûr, pour pouvoir les communiquer et démontrer qu'une démarche de développement durable est riche de plus-value par rapport à une autre. Celle-ci peut être par ailleurs pertinente mais, en fait, elle ne l'est pas parce qu'elle ne reprend pas l'ensemble de ces trois ou quatre thèmes que je viens de citer à l'instant.

“ **Ne t'assieds pas sur ton souhait, fais-le partager aux gens et fais-le progresser, avancer de façon collective.**”

Enfin, cette démarche doit être citoyenne. Devant des idées, des projets, des propositions, je dis souvent – je reprendrai deux mots anglais qui simplifient mon expression : “*So what? Qu'en fais-tu? Où veux-tu aller? Avec qui? Comment? Ne t'assieds pas sur ton souhait, fais-le partager aux gens*

et fais-le progresser, avancer de façon collective.”

Cette démarche s'inscrit dans la durée. Nous ne prenons pas, tous ensemble, suffisamment en compte cette notion de la contrainte du temps. Dans le développement durable, bien sûr, nous travaillons, mais regardons également à moyen et long terme. Ne cherchons pas toujours à nous intéresser à résoudre ce qui est la préoccupation de l'instant. Cette démarche s'inscrit donc dans la durée et c'est comme cela qu'elle gagnera.

Nous n'allons pas faire nos programmes d'actions pour trois ou quatre mois, mais les inscrire dans la durée et ce jusqu'au citoyen. Celui-ci cessera d'être un spectateur dans les domaines de l'environnement et du développement durable et il se sentira d'autant plus concerné qu'il a été transformé en acteur. Pour ce faire, il existe toute une série de démarches ; je pense aux Agendas 21, bien entendu, mais il en existe bien d'autres, que ce soit au niveau associatif ou à celui des collectivités ou du monde industriel ; en se rejoignant, ils peuvent mettre en dynamique ce type de démarches.

Pour finir, il faut le communiquer. Évidemment, communiquer, c'est faire transmettre ces messages d'une volonté nouvelle s'agissant d'un ensemble de dispositions que nous allons mettre en œuvre et qui s'inscrivent sur l'ensemble de nos territoires, là où nous vivons, avec les gens dans leur vie quotidienne, et aussi dans la durée. Pour cela, il faut convaincre et donc apprendre à le faire. Je m'adresse là aux responsables de médias ou d'agences de communication qui sont dans la salle ; nous devons réapprendre ensemble et nous interroger d'abord sur le fait que, lorsque nous parlons de développement durable, peu de gens écoutent. C'est en soi une vraie interrogation. Nous devons consacrer du temps à nous interroger sur ce point.

“ **Pour cela, il faut convaincre et donc apprendre à le faire**”

Ensuite, il faut faire de la pédagogie sur le système. Il faut comprendre, ensemble, quels sont les moyens qui peuvent permettre à la majorité des gens de se joindre à nous. Nous avons appris beaucoup de choses ici, pendant ces deux jours, notamment qu'il en restait encore beaucoup d'autres à apprendre. De ce fait, je souhaite à Gilles et Anne-Marie d'avoir l'imagination de trouver de nouveaux thèmes mobilisa-

teurs, comme ceux que vous avez trouvés aujourd’hui, en intégrant les générations actuelles et futures, ne faisant aucune ségrégation entre ces deux types de “bipèdes” qui nous ont accompagnés dans la réflexion, qui se sont épaulés et mobilisés les uns et les autres.

Je vous remercie de votre attention.

(Applaudissements.)



GILLES BERHAULT : Merci beaucoup. Nous allons poursuivre.

Je vais demander aux jeunes de me rejoindre. Nous allons faire un exercice un peu difficile. Nous avons peu préparé cette clôture dans la mesure où l’idée était qu’ils puissent débattre de ces sujets en essayant d’être contradictoires, de montrer une grande diversité, afin à ne pas avoir une seule parole pour tous. Si nous n’avons rien préparé, c’est d’abord pour ne pas avoir une parole commune.

C’est également parce qu’en fin de matinée, le plus important nous a semblé être tout ce travail sur les valeurs et ce à quoi il pouvait nous mener. Est-ce un travail de solidarité comme peut mener Alain Clerc avec le Fonds mondial de solidarité numérique? Est-ce la décroissance? Est-ce l’humanisme?

Nous avons tout de même préparé la première question ! *(Rires)* C’est Floris qui va commencer, en suivant des règles sur lesquelles je serai assez strict, à savoir des temps de paroles très courts. Le thème que Floris a retenu n’est pas celui de l’atelier auquel il a participé ce matin, puisque c’est celui de la décroissance. Cela semble être une valeur de changement pour lui et probablement pour nous tous ici présents.

FLORIS VAN LIDTH DE JEUDE : Décroissance n’est pas forcément valeur de changement... Justement. Je lance le débat parmi nous, mais également avec le public. Nous sommes tous à peu près “imbibés” de l’idéologie de la croissance. Nous la subis-

“ Pour moi, ce n’est pas un problème de croissance ou de décroissance, mais de développement autre ”

sons quotidiennement à travers les médias. Nous sommes constamment interpellés par cette nécessité de croissance. Mais je ne comprends pas pourquoi nous devrions forcément construire un modèle en opposition.

Ce modèle de croissance est omniprésent, mais pourquoi faudrait-il construire un modèle de décroissance ? Pour moi, ce n’est pas un problème de croissance ou de décroissance, mais de développement autre, différent, d’une autre manière. C’est un premier point sur lequel je souhaiterais lancer le débat.

Je profite d’avoir la parole pour aborder un deuxième point.

Je souhaite interpellier les nombreuses personnes qui, dans les ateliers, les débats, les discussions informelles, nous disent souvent : “ *Les jeunes, allez-y. C’est à vous de réussir maintenant, c’est à vous d’agir. Allez-y !* ”. J’ai envie de répondre à cela : “ Arrêtez de nous faire porter le poids des échecs du passé. Nous n’avons pas à porter ce poids-là. ”

(Applaudissements.)

Nous allons essayer de reprendre correctement le flambeau que vous nous transmettez ; nous ferons des erreurs, mais nous n’avons pas à réussir absolument, ce n’est pas une obligation. Nous allons essayer, ensemble, sans rapport de conflit entre générations.

“ Arrêtez de nous faire porter le poids des échecs du passé. ”

GILLES BERHAULT : Je propose que nous débattions un peu à la tribune... L’un de vous souhaite-t-il réagir, soit pour dire qu’il n’est pas d’accord, soit pour donner son point de vue sur l’un de ces deux points ?

UN INTERVENANT : Je ne suis pas totalement d’accord avec cela. Floris a dit qu’il ne fallait pas aller forcément dans le sens d’une décroissance ; cependant, dans la situation actuelle, même si nous arrêtons la croissance, nous consommons trop par rapport à ce qui est disponible sur terre. Nous serons forcément obligés, soit de progresser pour trouver un moyen de consommer moins, soit de retourner légèrement en arrière pour revenir à une consommation juste.

Le problème n’est pas de décroître ou de croître, mais de trouver la juste consommation par rapport à ce qui est disponible. S’il existe un moyen d’avancer, de continuer à se développer pour trouver cette réponse, c’est le mieux. Mais s’il faut pour cela reculer, malheureusement, nous y serons obligés ; sinon, nous sacrifierons notre Terre, notre écosystème, le milieu dans lequel nous vivons, pour nous et pour les générations à venir

GILLES BERHAULT : L’un de vous souhaite-t-il ajouter quelque chose ? Adopter un mode de consommation différent constitue-t-il un recul ?

UNE INTERVENANTE : Je souhaiterais revenir sur ce point. Je suis émotive, je n’aime pas du tout parler en public, je vous prie de m’en excuser...

GILLES BERHAULT : Faites comme si nous n’étions pas là !

L’INTERVENANTE : J’ai assisté à l’atelier sur la décroissance raisonnée ce matin et je trouve intéressant de revenir sur l’idée de considérer la décroissance comme un retour en arrière, dans les années 50 (modes de transport, etc.). À mon avis, il s’agit d’avantage d’un mode de vie et de simplicité retrouvée que nous, avec quelques autres jeunes que je connais, nous appliquons au quotidien.

Je suis “anti-4x4”, je tiens à le dire devant tout le monde ; c’est vraiment une des aberrations actuelles. C’est également l’idée d’avoir une seule voiture par foyer, de garder un ordinateur tant qu’il fonctionne, même s’il a dix ans ; le fait que ce ne soit pas le dernier modèle n’est pas important. C’est à ce niveau que je veux insister et il ne s’agit pas de faire faire un retour en arrière à la charrue et aux bœufs.

GILLES BERHAULT : Qu’y a-t-il d’inutile en dehors de la voiture ? Dans une communication, à quoi êtes-vous sensibles ? Qu’est-ce qui vous paraît inutile et pouvoir être supprimé ? Vous avez parlé du 4x4, mais nous pourrions dire les voitures polluantes de façon générale...

UNE INTERVENANTE : Je ne veux pas parler à la place de Géraldine, mais nous avons assisté toutes les deux à l’atelier “La décroissance raisonnée”. Ce qui nous paraît aberrant, c’est de voir que le bonheur, aujourd’hui, est assez tronqué. Les gens ont l’impression qu’être heureux, c’est avoir un 4x4, tendre vers la satisfaction de besoins qu’ils ne recherchent même pas, puisque les choses leur arrivent... Ils les prennent, c’est normal ! Ils sont assommés par la publicité...

GILLES BERHAULT : Qu’est-ce qui fait que ce ne n’est pas ton rêve ?

L’INTERVENANTE : Assez “bucoliquement”, depuis toute petite, j’ai eu la chance de côtoyer la nature. Mes parents m’ont toujours bercé peut-être d’illusions (*Rires*), mais mon bonheur à moi est assez simple ; je me régale d’aller faire une grande balade. Je n’ai pas forcément besoin de partir à l’autre bout du monde. Mais tout cela m’atteint également, c’est clair. Nous en parlions à table. On se dit par exemple : “*Tiens, un PALM. Cela a l’air sympa ces petits agendas électroniques.*” Mais en ai-je vraiment besoin ? Cela nous tend les bras, donc on se dit qu’il faut absolument gagner de l’argent pour les obtenir.

C’est ce dont parlait Victor-Hugo ce matin. Le problème est placé à l’envers. Les gens se disent qu’il faut gagner davantage d’argent pour être plus heureux. Mais peut-être qu’avec moins de besoins et en gagnant moins d’argent, ils seraient aussi heureux.

GILLES BERHAULT : Partagez-vous tous cette idée ? Pour toi, l’argent n’est pas une valeur, en tout cas de possession... Pour vous, est-ce naturel ou un fantasme intellectuel que de se dire qu’il est mieux de faire partie d’une tribu de décroissance ? Ou bien n’en avez-vous vraiment rien à faire d’avoir un 4x4, le dernier téléphone, dix-huit ordinateurs, etc ?

UN INTERVENANT : Tout dépend du caractère de chacun. Personnellement, mon plus grand bonheur est de retrouver mes amis autour d’un café sur la terrasse, chez moi ; c’est tout bête. Mais l’été, pouvoir discuter comme cela... C’est tout. Cela m’apporte beaucoup et ne coûte rien.

GILLES BERHAULT : Vous n’êtes pas non plus tous obligés de venir vous installer en PACA. Nous avons quand même des problèmes de surpopulation ! (*Rires*)

Cela dit, visiblement, le soleil aide !

L’INTERVENANT : Cela peut-être simplement le bonheur d’aider quelqu’un, de voir en échange revenir un sourire. Un sourire ne coûte rien, mais cela fait chaud au cœur.

GILLES BERHAULT : Pour toi, c’est naturel. Tu ne te poses pas la question de...

L’INTERVENANT : Non, pas du tout.

Ce matin, dans l'atelier "Valeurs humanistes", il nous a été demandé qui serait prêt à sacrifier sa vie pour une cause. Personnellement, si je dois sacrifier ma vie pour sauver deux personnes ou un enfant, je fonce.

GILLES BERHAULT : Ceux qui n'ont pas parlé... Un Parisien ou un Ch'ti ?

ADRIEN BOYER : Je suis Parisien, je ne sais pas si cela me confère un intérêt particulier...

GILLES BERHAULT : Pour la terrasse, ce n'est plus 300 jours par an !

ADRIEN BOYER : Donc, en tant que représentant du 75 (*Rires*), j'ai l'impression que nous avons beaucoup de chance ; nous arrivons à un moment de l'histoire de l'humanité où l'on commence à se poser des questions extrêmement intéressantes et qui demandent énormément d'intelligence.

Cela me fait vraiment plaisir d'être né à un moment où il va falloir être intelligent pour réinventer des modes de vie afin d'être en adéquation avec notre support, la Terre. Globalement, toutes les paroles que j'ai entendues sont des paroles raisonnables, au sens de la raison. J'ai le sentiment que nous arrivons justement à un "âge de raison", au moment de la prise conscience des excès dans lesquels nous avons pu tomber, notamment idéologiquement. Je constate aujourd'hui que nous dépassons les idéologies, c'est très rassurant. Cela signifie que nous reprenons contact avec le réel...

“ Cela me fait vraiment plaisir d'être né à un moment où il va falloir être intelligent pour réinventer des modes de vie ”

GILLES BERHAULT : En fait, "raisonnable" ne signifie pas forcément "chiant" !

ADRIEN BOYER : Exactement.

GILLES BERHAULT : J'ai entendu : "*Vous les avez choisis vraiment raisonnables*", en parlant des jeunes. Pour toi, c'est donc un mot positif.

ADRIEN BOYER : Oui, c'est la raison, c'est ni plus, ni moins, ni plus pour plus, ni moins pour moins. Cela signifie que l'on commence à fixer des critères qui émanent d'un raisonnement et non plus d'une idéologie.

Nous voulons, en fait, réfléchir par nous-mêmes. C'est là où j'en viens à la responsabilité fondamentale des dirigeants dans les démocraties modernes, celle d'éveiller le sens critique des populations. Je fais allusion au rôle du service public, par exemple dans le télévisuel. Le développement durable donne l'occasion au service public de jouer le rôle le plus noble possible de l'État, celui d'éveiller le sens critique, d'éduquer – le mot est un peu fort, disons de tirer vers le haut...

GILLES BERHAULT : Est-ce un rêve ou une réalité en ce qui concerne le service public ? (*Rires*)

L'INTERVENANT : Il faudrait que ce soit une réalité !

GILLES BERHAULT : Nous ne sommes pas là pour dire "il faudrait". Réponds franchement par oui ou par non !

L'INTERVENANT : Aujourd'hui, non, ce n'est pas le cas.

Pierre Radanne a ouvert cette Université d'été en disant que les jeunes n'avaient pas de rêves, je lui dirai que le mien serait que ce siècle soit celui où nous sommes passés au stade de l'intelligence.

U N I N T E R V E N A N T : Je souhaitais simplement réagir aux interventions de Jonathan et d'Adrien. J'ai 18 ans, je suis jeune et moi, les 4x4, etc., cela me fait rêver, je l'avoue. Ce n'est pas pour cela que j'en veux un, mais je comprends tout à fait...

[...]

Je ne pense pas que j'en achèterai un parce que, justement, je suis sensibilisé. J'habite dans les Hautes-Alpes, ce n'est pas loin d'ici; tous mes copains, à 19 ans, achètent des voitures, font des kilomètres... Si je leur parle de développement durable et ils vont me demander : "*Le développement durable, c'est quoi?*"

Il faut réaliser que nous sommes "des" jeunes, mais que nous ne sommes pas représentatifs de la jeunesse en général, mais de ceux qui connaissent le développement durable. Les jeunes présents dans cette salle se sont vraiment investis dans ce sujet, mais il ne faut pas rêver et croire que tous sont comme eux.

GILLES BERHAULT : Tu as dit que tu allais leur en parler maintenant. Or, ce que tu penses aujourd'hui, tu le pensais déjà voici deux jours. Après l'Université, te sens-tu plus à l'aise pour en parler?

L'INTERVENANT : Oui, je connais mieux le sujet, cela va me permettre de lancer le débat, d'exposer des idées, des pistes, etc.

GILLES BERHAULT : Est-ce que tu te sens plus en confiance parce que tu t'es rendu compte que tu n'étais pas forcément tout seul ou parce que, jusqu'à présent, tu manquais d'arguments pour pouvoir convaincre tes "petits camarades"?

L'INTERVENANT : C'est surtout parce que je ne m'y étais pas vraiment intéressé. J'en avais entendu parler, mais je n'avais pas recherché... J'ai étudié le développement durable en cours, mais on m'a donné une définition que j'ai apprise "bêtement" et c'est tout.

GILLES BERHAULT : Donc, tu ne trouves pas très cohérent ce qu'on t'a raconté en cours par rapport à ce que tu as entendu aujourd'hui.

L'INTERVENANT : Lorsque je l'ai appris en cours, cela m'est passé un peu "au-dessus de la tête", comme au-dessus de celle de beaucoup de jeunes de mon âge. Il faut en être conscient.



GILLES BERHAULT : Nous sommes ici pour cela. Il n'y a pas de souci.

UN INTERVENANT : Ma remarque est davantage liée à ce qui a été dit tout à l'heure.

L'intervention de Pierre Radanne après l'ouverture posait la question : quel monde le développement durable va-t-il offrir à ces jeunes ? Comment les choses vont-elles pouvoir se passer ?

Nous sommes représentatifs, chacun, par ce que nous sommes.

Je reviens sur "le choix de raison". Beaucoup de gens, à notre époque, sont lucides et font des choix de raison. Vous êtes parents, pour beaucoup d'entre vous, et vous orientez vos enfants vers des choix universitaires ou professionnels sûrs. Très concrètement, le message est : "*Fais un travail qui te rapportera de l'argent. Tu ne t'en sortiras pas avec un SMIC.*" Il faut tenir compte de cette réflexion profonde. Ici, nous sommes tous impliqués et déterminés à faire bouger les choses, chacun à son niveau, différemment, en nous investissant, en "cassant les pieds" comme nous pouvons le faire avec l'étiquette ECOFORUM. Mais je souligne ce problème de raison.

Cela rejoint un peu ce que disait Floris. Je pense que nous allons arriver à une responsabilité partagée et dire que nous devons trouver des solutions ensemble, tout en étant cohérents dans tous nos choix, y compris nos choix éducatifs.

GILLES BERHAULT : Avec déjà une vision différente du mot "raison", visiblement. Floris, deux mots... Ensuite, je poserai une question à Marie ; puis je passerai la parole à Isabelle.

FLORIS VAN LIDTH DE JEUDE : Je m'associe simplement à ce qu'a dit Adrien tout à l'heure, en réponse à Pierre Radanne.

Notre génération évite les grandes désillusions idéologiques de la deuxième partie du XX^e siècle. Nous sommes face à un projet simple, celui d'arriver à continuer à vivre sur la Terre.

Moi aussi, Adrien, je suis pleinement épanoui dans ce XXI^e siècle.

“ Notre génération évite les grandes désillusions idéologiques de la deuxième partie du XX^e siècle.”

(Applaudissements.)

GILLES BERHAULT : Voilà une bonne nouvelle !

Marie, je sais que tu as vécu à Bruxelles. As-tu senti chez les jeunes une perception différente ?

MARIE JOURDAIN : Chez les jeunes Européens ?

GILLES BERHAULT : Oui.

MARIE JOURDAIN : De la même façon, les gens de Bruxelles sont assez sensibilisés. Les jeunes Européens de Bruxelles ont pris conscience de l'importance de l'Union européenne et veulent essayer de trouver un consensus, de construire quelque chose avec tous les pays présents dans l'Union.

En revanche, avant cela, j'ai eu la possibilité de faire un voyage en Europe, je l'avais gagné en étant "Reporter 2000". Je devais faire un petit reportage sur chacune des quatre villes visitées, à savoir Londres, Hanovre, Budapest et Bologne et j'ai pu consta-

ter des différences de sensibilisation vraiment importantes. Les jeunes Hongrois notamment, qui allaient rentrer dans l'Europe et qui voyaient les catastrophes environnementales dans leur pays, disaient : *"Mais là, nous, il faut que nous réagissions!"* Les Londoniens quant à eux étaient davantage dans des réflexions du type : *"Oui, nous allons construire l'Europe, c'est beau."* Les Hongrois se sentaient déjà trop en retard et, au moment de l'élargissement, lorsque des délégations de jeunes sont venues à Bruxelles, leur message a été : *"Écoutez-nous. Pendant longtemps, nous avons été oubliés, nous n'avions pas la parole; maintenant, nous sommes de plus en plus formés."* Ce sont des gens qui parlent "je ne sais combien" de langues, qui sont vraiment prêts à rencontrer les autres.

Mon rêve, ou ce que je souhaite vraiment, c'est que nous n'ayons pas seulement à gérer l'urgence dans les années à venir, que nous ne soyons pas tout le temps face à des catastrophes. Il faudrait vraiment que nous ayons, comme vous et c'est le cas aujourd'hui, la possibilité de réfléchir à ce que nous voulons construire et avoir la possibilité de rencontrer l'autre. Cette notion de temps est extrêmement importante. Nous avons beaucoup parlé de temps dans le développement durable. Je souhaite que nous ayons, nous aussi, la possibilité de prendre du recul.

“ Mon rêve, c'est que nous n'ayons pas seulement à gérer l'urgence dans les années à venir.”

(Applaudissements.)

GILLES BERHAULT : Après ces quelques discussions de déjeuner où, parfois, une déprime se faisait sentir sur l'ampleur de la tâche, finalement, nous ne finissons pas si mal !

Isabella...

ISABELLA : Une partie des jeunes est très sensibilisée et connaît bien ces questions mais, pour la plupart, le développement durable n'est pas très important.

(Intervention dans la salle.)

Absolument, j'en suis convaincue, mais ici nous sommes en train de parler avec des jeunes.

J'aimerais savoir comment vous vous situez et comment vous entrez en relation avec la plupart des jeunes qui, en fait, ne montrent aucun intérêt pour le développement durable. Ils auraient peut-être envie d'être convaincus, ou ont besoin de l'être, sachant que la société, la publicité les poussent dans une direction totalement opposée.

UN INTERVENANT : J'ai essayé d'en discuter sur Internet, via des "chats", des forums, avec diverses personnes et je suis souvent tombé sur des gens qui ne se sentaient pas concernés par ces sujets. Ils ne "captaient" rien du tout s'agissant de l'environnement et ils s'en moquaient royalement !

Lorsque vous commencez à parler d'environnement, ils vous répondent : *"Oui, c'est bien. Qu'est-ce que tu peux me dire à ce sujet?"* Vous expliquez pendant cinq à dix minutes ce dont il s'agit, comment cela marche, etc., et, au bout ces dix minutes, ils vous demandent : *"Et puis?"* Et là, souvent, cela bloque : *"Tu ne comprends pas l'intérêt de diminuer le taux de CO₂ pour éviter que l'eau ne monte? À quoi tu penses? Dans quoi te vois-tu vivre?"* Leur discours est le suivant : *"J'aurai une grosse voiture, une grande maison; je ferai vivre mes enfants avec de l'argent..."*

Dans le monde actuel, on se heurte vraiment à une société de consommation qui n'est pas du tout intéressée par ce qui gravite autour d'elle.

GILLES BERHAULT : Pour draguer, ce n'est pas terrible... Il vaut mieux avoir le 4x4!
(Rires)

L'INTERVENANT : Oui, absolument, mais ce n'est pas pour cela que je changerai. Je m'intéresse à l'environnement, au développement durable, au social ; je ne vais pas, demain, aller dire le contraire pour "attirer une nénette" ; cela ne m'intéresse pas du tout.

(Applaudissements.)

Je préfère rencontrer quelqu'un qui pense la même chose que moi plutôt qu'une fille qui sera peut-être jolie, mais qui sera aussi "à côté de la plaque".

GILLES BERHAULT : Vous êtes peut-être les meilleurs ambassadeurs auprès des jeunes, peut-être encore plus que Pierre Radanne. (Rires)

Partagez-vous la vision un peu pessimiste qui vient de nous être exposée ? C'est intéressant, vous êtes de deux générations différentes ; avoir 18 ans et avoir 25 ans, c'est différent. Sentez-vous des différences ?

Quels sont les points d'accroche ? Est-ce par exemple le tsunami, les catastrophes des États-Unis, de la Suisse ou du Sénégal qui est encore pire, mais on n'en parle pas parce qu'on "se fiche" un peu des Africains lorsque cela se passe mal aux États-Unis ou est-ce un problème plus quotidien ? Si nous les avons emmenés tout à l'heure voir ce milan décoller, cela aurait-il changé les choses ?

L'INTERVENANT : Je voudrais juste préciser que je ne suis pas pessimiste du tout. Bien au contraire, on trouve des gens qui sont intéressés...

GILLES BERHAULT : Je n'ai pas dit cela.

L'INTERVENANT : Il y en a ici. Je n'ai pas une vision pessimiste mais, la plupart du temps, c'est vrai, on rencontre des gens qui ne sont pas intéressés.

UN INTERVENANT : Pour répondre à cela, il faut du quotidien, de la proximité. Nous pourrions parler de communication de proximité, c'est cela qui fonctionne, c'est l'action. Il faut proposer l'action aux gens. Il existe une sensibilité, plus ou moins diffuse, à l'environnement, mais il faut bien différencier l'environnement et le développement durable. Malheureusement, c'est ce qui est fait en ce moment ; on parle d'éducation à l'environnement et au développement durable et c'est censé être la même chose.

“ Pour répondre à cela, il faut du quotidien, de la proximité. Il faut proposer l'action aux gens.”

GILLES BERHAULT : À quel âge peut-on comprendre, selon toi, ce qu'est le développement durable ?

L'INTERVENANT : Il n'y a pas d'âge. Très jeune... J'interviens dans les écoles, de la maternelle au lycée. Les enfants en maternelle comprennent la gentillesse et les institutrices travaillent avec eux sur le respect de la tolérance. Quelqu'un a oublié de fermer le robinet d'eau ? L'enfant ne va pas se dire : "Je vais rapporter.", il va aller le fermer. Pour moi, c'est déjà du développement durable. C'est ce à quoi je faisais référence en parlant d'actions.

Par exemple, nous sommes tous heureux et fiers d'avoir été invités ici...

GILLES BERHAULT : Et nous de vous recevoir.

L'INTERVENANT : Au delà de cette joie de l'apprentissage nous avons écouté beaucoup de choses et confronté nos opinions, nous avons néanmoins des craintes. Elles ont été illustrées hier soir par la discussion sur les blocages. Que faire pour les prochaines Universités d'été afin de déverrouiller ces blocages, sur les conditions actuelles d'organisation de la cité ?

Je ne sais pas si tout le monde cherchait cela, mais c'était l'Université pour la communication et l'action pour le développement durable. Cela résume...

Dans mes activités associatives, je peux constater que ce que les gens aiment dans ce que nous faisons, c'est cette action, ce quotidien. Ce sont des émissions de radio. Oui, la sensibilité existe. C'est le cas pour les sacs de caisse des supermarchés. Pourquoi ? Nous allons pouvoir creuser cette problématique, réfléchir. C'est le fait d'être dans l'action d'organiser une émission de radio, de participer à une manifestation, d'avoir la parole, tout simplement. C'est l'action, la proximité.

Nous en avons parlé hier au sujet des campagnes d'intérêt général ; nous avons la nécessité absolue, urgente, de relayer tous les messages d'information qui dérangent dans la proximité. Il faut des ambassadeurs de solidarité, comme il existe des ambassadeurs du tri ou d'économie d'énergie. Il faut de la proximité, de toute urgence.

GILLES BERHAULT : Céline, après un stage au Comité 21, te sens-tu capable de motiver tes parents ?

CÉLINE DE COSTER : Il a été très, très difficile pour moi de convaincre mes parents, surtout mon père. Au départ, je voulais faire "philo-socio" et lui m'a fortement incitée et convaincue de faire une école de commerce. Finalement, je ne le regrette pas parce que c'est peut-être grâce à cela que j'ai réussi à "vendre" le poste de responsable tourisme durable au Comité 21 que j'occupe aujourd'hui. En effet, j'ai proposé spontanément à Anne-Marie de m'en occuper en stage, au départ. Elle a accepté ; cela faisait longtemps qu'ils y réfléchissaient. En fait, je ne pensais pas du tout rester. Je suis donc très heureuse de m'en occuper au sein du Comité 21.

“ Lorsque l'on parle aux jeunes de développement durable, ils montrent d'abord de la curiosité et pas du tout du « je-m'en-foutisme » ”

Je ne suis pas du tout d'accord. Lorsque l'on parle aux jeunes de développement durable, ils montrent d'abord de la curiosité et pas du tout du "je-m'en-foutisme". Une fois qu'on leur explique bien que ce n'est pas simplement un concept "barbant" et qu'ils en comprennent les enjeux, ils s'impliquent assez vite. Je pense par exemple aux baskets Véja ou aux sacs porte-clé qui remplacent les sacs plastique ; ce sont de petites choses toutes simples qui s'inscrivent dans la vie quotidienne et qui impliquent au niveau global.

GILLES BERHAULT : Merci.

VICTOR-HUGO ESPINOSA, *Président ÉCOFORUM* : Cela fait longtemps que je travaille avec les jeunes. Au début, j'ai commencé avec les vieux et aujourd'hui, petit à petit, 90 % des "combattants" au sein de mon association sont des jeunes.

Je citerai d'ailleurs l'exemple d'une manifestation que j'avais organisée sur la Canebière à Marseille et j'ai eu la surprise de voir passer entre 1 000 et 1 500 jeunes. C'était une chose unique. Pourquoi étaient-ils là ? J'ai compris alors quelque chose de nouveau.

Vous avez dit que les jeunes ne connaissent pas le développement durable, je pense qu'ils le connaissent, mais "à la carte". Qu'est-ce que cela signifie? Il y a ceux qui, à 25 ans, ne trouvent plus d'emploi et qui commencent à s'inquiéter. D'autres s'alarment au sujet de la pollution. Chaque jeune a une motivation. Il faut le dire clairement : les jeunes commencent vraiment à avoir peur.

Le tsunami a causé la mort de 300 000 personnes. Mais si le développement durable avait été appliqué dans toutes ces constructions, si cela avait été fait de façon intelligente, si des alarmes avaient été prévues – je ne le développerai pas, le nombre de victimes aurait été divisé par dix.

Chaque fois que nous sommes alarmistes, on nous traite de pessimistes. Or, je suis un "alarmiste très optimiste". Pourquoi alarmiste? Parce que, malheureusement, notre société est égoïste. Lorsque nous allons rencontrer les jeunes dans les facultés, les lycées, nous leur disons des choses et leur réaction est : "*Ce n'est pas vrai ! Ce n'est pas vrai !*" Ils ne savaient pas. Or, à partir de cet alarmisme, un jeune va peut-être trouver une motivation.

Lorsque je vais dans les facultés, moi aussi, je fais des conférences "à la carte". La motivation de telle personne sera différente de celle d'une autre, etc. Pour une, ce sera la solidarité, pour une autre, les chasseurs... Finalement, on va sensibiliser les gens par rapport aux sujets qui les touchent. C'est de cette façon que nous devons travailler.

Enfin, je ferai une proposition. J'aimerais que, lors de la prochaine Université d'été, les entreprises nous exposent les actions concrètes qu'elles mènent ; cela nous permettra de voir qu'elles sont, elles aussi, en train d'évoluer vers le développement durable.

(Applaudissements.)

GILLES BERHAULT : Merci.

UN INTERVENANT : Je souhaiterais apporter un complément sur un point. On a beaucoup parlé des choix des jeunes, leurs choix de consommateur, choix éthiques basés sur une conscientisation, une sensibilisation. Cela peut permettre de faire évoluer les pratiques de consommation, mais ce n'est pas suffisant.

Il est amusant d'avoir parlé des 4x4. Nous savons très bien que la loi qui visait à taxer ces véhicules n'est pas passée en France. Au cours de l'atelier d'hier, on nous a expliqué que certains lobbies puissants avaient fait en sorte que cette loi capote. Il faut donc avoir une analyse un peu plus politique. Il est très important de savoir ce qui gouverne nos décisions et quels sont les facteurs qui œuvrent pour que certaines d'entre elles ne soient pas prises, empêchant ainsi les choses d'avancer.

Il faut savoir également que la plupart des décisions de consommation sont

“ Ce qui gouverne nos décisions et quels sont les facteurs qui œuvrent pour que certaines d'entre elles ne soient pas prises ”

motivées par les prix. Tant qu'une action ne sera pas menée pour "internaliser" les coûts écologiques dans les prix des biens et des services, cela freinera un peu ces choix en faveur de décisions écologiques. Gardons à l'esprit qu'il faut continuer à exercer une pression sur les Pouvoirs publics pour que, notamment dans leur politique fiscale, ils agissent en faveur du développement durable.



On a parlé de décroissance aux entreprises, mais vous avez vu quelle a été leur réaction : *“Si je fais de la décroissance, je serai pénalisé parce que c’est mon concurrent qui emportera la mise. Je ne peux donc pas faire des choses tout seul.”* D’où l’importance de mettre en place des réglementations pour que les entreprises soient confrontées aux mêmes lois, pour que les règles du jeu soient les mêmes pour tous et qu’elles soient écologiques.

GILLES BERHAULT : Merci.

FABRICE FLIPO : J’ai 33 ans, je me sens un peu entre les vieux et les jeunes ou entre les jeunes et les vieux et je suis toujours un peu gêné lorsque j’entends dire : *“Les jeunes, ceci ; les jeunes, cela”*. Je suis professeur dans une école de commerce, une école d’ingénieurs, et je vois bien le raisonnement de mes élèves : *“Le développement durable, oui, mais comprenez que, dans le cours suivant, on nous dit quelque chose de totalement différent.”* L’école elle-même n’est pas du tout exemplaire. Je suis obligé de leur dire qu’il reste encore beaucoup de progrès à faire, que, certes, les autres ne montrent pas l’exemple. Mais ceux-là même leur disent que c’est à eux de changer !

C’est un peu énervant et je ne crois pas au discours disant : *“Il faut éduquer les jeunes et ceux-ci changeront”*. C’est comme de dire : *“Il faut éduquer les pays en développement et ils changeront”*.

Le problème fondamental est celui-ci : il faut que tout le monde change, là où se trouve le problème, et c’est vraiment comme cela nous aurons des chances de faire évoluer les choses. Chacun d’entre nous se doit d’être exemplaire. Évidemment, il n’y a pas de “saints” ; tout le monde a des problèmes, les entreprises doivent tourner, être rentables, etc. Tout le monde a des problèmes ! Cela dit, il faut essayer de se mettre un peu en retrait par rapport à ceux-ci et voir la marge de manœuvre qui existe. Il y en a toujours une, toujours, et il faut l’exploiter. Il y en a dans les écoles, dans les entreprises, etc. Les lignes de fracture sont floues dans le privé, dans le public, etc. C’est, à mon avis, de cette façon que nous réussirons à avancer. Il faut vraiment que les “vieux” fassent quelque chose ; sinon ce n’est pas possible !

(Applaudissements.)

U N I N T E R V E N A N T : Je voudrais juste réagir par rapport à la réponse politique. Nous l'avons dit hier et nous le voyons ; malheureusement, pour l'instant, en 2005, les réponses politiques ne satisfont pas.

Par rapport à cette exemplarité, des réponses créent une nouvelle politique, mais à un échelon individuel. Je pense par exemple aux associations pour le maintien d'une agriculture paysanne. C'est une réponse très simple, assez caractéristique de cette jeune génération qui a envie de cette cohérence et qui la vit, en faisant attention à ses déplacements et à son alimentation, sans pour autant se dire : *"Je vais manger bio."*

“ des réponses créent une nouvelle politique, mais à un échelon individuel. Je pense par exemple aux associations pour le maintien d'une agriculture paysanne”

Encore une fois, le réalisme est indispensable et manger bio coûte très cher parce que ce n'est pas encore partout. Je fais référence au principe d'AMAP. Il suffit qu'une productrice ou un producteur local trouve quarante personnes pour lui acheter un

panier de légumes déterminé à l'année, payé par semestre, par solidarité devant d'éventuels aléas climatiques. S'il gèle et qu'il n'y a pas de chou, par exemple, nous sommes solidaires parce que cela va dans le sens de nos convictions. C'est une réponse qui oriente la politique. De ce fait, nous nous retrouvons sur un territoire dans lequel les agriculteurs reprennent une vie sociale, avec une agriculture de proximité.

On ne se pose plus la question de savoir comment lutter contre le productivisme, on le fait soi-même à son petit échelon. Cette cohérence est, je l'espère, caractéristique de notre génération et il faut qu'elle le soit de plus en plus. Nous parlions "des vieux" ; eh bien, tout le monde doit essayer d'aller dans ce sens. Ce n'est pas du tout moralisateur, j'espère que vous ne le prenez pas ainsi. L'idée est de dire que chacun doit faire le maximum d'efforts. On ne va pas vous dire de ne pas venir en voiture à Buoux, on ne peut pas y venir autrement ! Mais on peut faire attention à ses mégots de cigarette. J'ai vu beaucoup de jeunes qui les ramassaient. La cohérence réside aussi dans la somme de ces petites choses, à un échelon individuel.

G I L L E S B E R H A U L T : Vous avez compris ; on ramasse les mégots après !

G E N E V I È V E G U I C H E N E Y : Je suis très contente que vous nous appeliez "les vieux" parce que cela fait ressortir votre joie en réponse aux fois où nous vous appelons globalement "les jeunes". C'est une des meilleures réponses et je vais y revenir.

Cela dit, je voudrais aborder la question des médias que vous avez évoquée en disant qu'à travers eux, vous aviez l'impression que seul le pilier économique...

Sur ce point, c'est le discours des politiques qui est relayé par les médias et ce sont les politiques qui ne laissent pas beaucoup d'ouvertures sur les choix qui peuvent être faits entre croissance, croissance différente ou décroissance. C'est un débat qui, à mon avis, n'est certainement pas terminé.

Je crois également que les médias n'échappent pas à leur époque, et la télévision en particulier ; je parle de ce que je connais. Nous y voyons, comme dans un miroir grossissant, un certain nombre des défauts... Tout ce que nous reprochons à la société, en gros, nous pouvons le retrouver à la télévision et vice-versa.

Les jeunes... Le grand public... Ce sont des notions qui, personnellement, ne me disent rien du tout. À partir du moment où l'on souhaite que les gens deviennent acteurs, on ne les appelle déjà pas "public". Je ne trouve pas qu'il soit "très dévelop-

pement durable” de dire “public” et plus encore “grand public”, avec la notion péjorative que cela peut avoir.

Tout d’abord, de la même façon que pour “les jeunes”, il existe des situations extrêmement différentes. Quel rapport existe-t-il entre des jeunes gens qui ont la chance de pouvoir faire des études et ceux qui “rament” dans des cités de banlieue, à qui on refuse emploi sur emploi alors qu’ils ont fait l’effort d’obtenir des diplômes ou encore des jeunes pour qui il est parfois difficile de faire des études? Il n’existe pas une seule situation. En plus, on leur fait porter le poids de : “*Et alors, que faites-vous?*” Socialement, ils n’ont pas trouvé leur place. Quelle place fait-on aujourd’hui à un certain nombre de jeunes gens et de jeunes filles? Comment peut-on les convaincre de contribuer? Je pense qu’il faut leur poser des questions et leur permettre d’apporter leurs réponses. Ils ont des idées sur ce qu’ils penseraient être mieux. Ils peuvent d’abord partir de ce qu’ils ressentent, des douleurs, des souffrances auxquelles ils sont confrontés, puis imaginer et proposer des solutions. On ne peut pas leur “parachuter” ainsi des solutions globales en leur donnant une responsabilité.

Quant à la terrasse de café, effectivement, c’est une idée gentille. Mais leur terrasse, ils en ont “ras le bol”! Elle est moche, elle est dans un endroit triste et, lorsqu’on leur propose une évasion, ils sont tentés de céder, surtout si c’est un week-end à Venise à 35€, ce qui n’a aucun sens.

U N I N T E R V E N A N T : L’exemple de la terrasse était celui du bonheur simple, du besoin de “pas grand-chose”. Pour moi, c’est la terrasse entre amis. Il s’agissait surtout de cette idée de bonheur simple qui ne coûte rien.

R O B E R T L I O N, *Président d’Agrisud* : Ne croyez pas que la “vieille” génération soit fascinée par la décroissance. Il existe sûrement un peu de culpabilité chez les tenants de cette idée. Nous ne la partageons pas majoritairement, comme nous l’avons vu au cours du débat ce matin, au vu de ce qui a pu être mal fait au cours des temps passés et de ce fameux XX^e siècle pendant lequel tellement d’erreurs ont été commises.

Ne pensez pas que nous vous orientons dans ce sens, surtout si nous élargissons le regard aux pays en développement dont, à mon sens, nous n’avons pas suffisamment parlé.

Ensuite, j’aime beaucoup lorsque vous dites arriver à un moment où des choses sont à inventer. Un des thèmes de notre débat de ce matin était qu’un peu partout s’inventent des choses. J’ai raconté l’histoire du vélo électrique en Chine ; c’est beaucoup plus intelligent que la mobylette au Vietnam, cela pollue beaucoup moins. Les Chinois vont inventer plein de choses. Vous, vous avez inventé, pas seulement des technologies, mais des modes de société, de consommation, de manière d’être.

J’ai bien aimé l’intervention de l’ami parisien qui est au fond de la salle. N’attendez pas pour cela les politiques. Pardon, Catherine, les politiques ne sont pas vraiment en avance sur ces sujets et, bien entendu, sur ce vaste thème comme sur les autres, ils suivront l’opinion. L’opinion, c’est vous.

Je termine en disant à nouveau à Anne-Marie : essayons de faire une recommandation en trois ou quatre points et qui soit dans le langage des jeunes et dirigée vers eux.

A N N E - M A R I E S A C Q U E T, *Directrice générale, Comité 21* : Je voudrais essayer de couper court à quelque chose qui me paraît un peu superflu dans les échanges.

Oui, nous avons souhaité et pris l'initiative d'inviter des jeunes à échanger avec nous. Je ne pense pas que ce soit une guerre jeunes/vieux. Nous avons besoin de ce dialogue entre les générations, de confronter nos visions des valeurs et des moyens d'action. Finalement, nous nous retrouvons sur beaucoup de points, en particulier sur l'action, la nécessité d'agir, celle de beaucoup plus imprégner le tissu local, peut-être pour faire remonter à des échelles supérieures l'initiative citoyenne. Nous pouvons nous nourrir mutuellement. Il ne s'agit donc pas du tout des générations de jeunes et de vieux, mais bien d'un dialogue entre des générations.

Pourquoi avons-nous tenu à donner la parole à des jeunes? Je mettrai peut-être à part le Comité 21. C'est en effet une préoccupation qui m'est extrêmement chère depuis que je travaille dans le développement durable. Au Comité 21, nous faisons une grande place aux jeunes et surtout j'en fais une de mes missions premières en tant que directrice générale; nous essayons de leur trouver du travail dans le développement durable. Ce n'est pas une injonction, mais simplement une remarque, un état de fait.

Dans les milieux et rencontres sur le développement durable, les jeunes sont malheureusement très peu présents. Toutes les grandes entreprises, y compris celles qui dégagent des bénéfices extraordinaires – les entreprises du CAC 40 cette année ont dégagé des bénéfices record, ont toutes mis en œuvre des stratégies de développement durable. J'aimerais que, sur le principe de responsabilité, dont nous avons beaucoup parlé depuis hier, nous intégrions dans les stratégies de développement durable la création d'emplois pour le développement durable et notamment pour des jeunes. Il faut tout de même constater ce déséquilibre dans notre société, l'insuffisance de la représentation des jeunes.

H É L È N E R E N A R D, *La Poste*: Je ne m'étais pas du tout concertée avec Anne-Marie, mais mon intervention va justement dans ce sens. C'est également une demande adressée aux jeunes et une réponse au problème de recrutement que vous aviez évoqué en début de cette Université d'été.

Venez à La Poste, mais pas forcément pour un emploi de "chargé de mission" ou de "chef de projet développement durable". Notre politique de

recrutement va être de plus en plus active parce que beaucoup de nos collaborateurs vont partir à la retraite. Même si nous ne les remplaçons pas tous, de grosses masses de recrutement sont prévues dans les quatre-cinq ans à venir. Nous avons besoin d'experts en ressources humaines, en marketing, de managers opérationnels, de directeurs financiers et nous souhaitons que tous ces profils aient également une composante, une sensibilité "développement durable". En effet, comment allons-nous ancrer notre démarche dans tous les processus de l'entreprise si le responsable marketing, lorsque nous lui parlons de produits éco-conçus, ne comprend pas ce que cela signifie, si le directeur financier, lorsque nous lui parlons de rentabilité à long terme, ne veut pas en entendre parler. C'est la même chose dans les ressources humaines.

Nous avons besoin de jeunes qui aiment le développement durable, qui y croient, qui ont envie d'agir.

“ J'aimerais que nous intégrions dans les stratégies de développement durable la création d'emplois pour le développement durable et notamment pour des jeunes.”

Je reviens sur l'action. Cela m'a un peu frustrée pendant ces deux jours. Ce que j'aime, c'est l'action. Ce que je fais tous les jours, c'est agir, faire des projets, les mener de bout en bout sur des choses très concrètes. Donc, nous recrutons et nous allons avoir besoin de vous. N'oubliez pas La Poste et si vous souhaitez que nous travaillions avec Anne-Marie sur une bourse d'emplois où nous pourrions aider, appuyer des candidatures de jeunes qui ont cette expertise et cette sensibilité développement durable, je peux vous dire que les portes de La Poste vous sont ouvertes !

CATHERINE TRAUTMANN, ancien ministre et député au Parlement européen: Voilà une bonne nouvelle !

Je voulais juste faire une observation. Dans les ateliers auxquels j'ai assisté et lors des discussions, c'était inévitable, les politiques ont été un peu accusés d'être à l'origine d'une partie de l'inertie qui accompagne les politiques de développement durable. Les élus qui sont ici ne peuvent pas ne pas être d'accord puisque, manifestement, on constate une certaine carence ou défaillance des élus dans ce domaine. C'est peut-être par défaut de prise de conscience ou par peur des complications que vont entraîner des réglementations ou des positions assez restrictives, notamment dans le domaine de cette sacro-sainte consommation.

Je voudrais dire aux jeunes plusieurs choses. Pas de guerre jeunes/vieux, c'est sûr, mais je ne me mets plus du tout dans la catégorie des jeunes, même si, dans ma tête, évidemment, je le suis autant que ceux qui sont assis à cette "défunte" tribune. Je vois que les messages d'hier ont été bien entendus ; nous sommes tous à égalité.

Lorsque l'on a vos convictions et que, finalement, on est désolé que personne à l'intérieur des instances municipales puisse les porter, il ne faut pas hésiter à "s'y coller". Votre propos a de fortes chances d'être entendu parce qu'il est notre propos à tous. De plus, il est porté par vous parce qu'il est d'une grande modernité ; et il est dans l'urgence. Il faut que vous repartiez avec la conviction que ce n'est pas se salir que de se jeter dans la vie politique à l'échelon le plus intéressant, à mon avis, qui est celui de la commune.

(Applaudissements.)

UN INTERVENANT : Je voudrais réagir à cela et aux propos de Robert Lion. Nous avons cette envie d'entrer dans la vie politique ; elle est profonde, mais nos tentatives sont souvent déçues. J'en suis l'exemple. Après le 21 avril, j'ai pensé qu'il fallait faire quelque chose, qu'on ne pouvait pas rester simplement devant sa télévision et qu'il fallait rentrer dans le champ politique. Je me suis retrouvé dans des organes qui se disaient : "*Nous n'avons pas suffisamment fait de tracts, pas suffisamment collé d'affiches.*" Comment cela peut-il répondre à notre besoin de ce fameux projet collectif ? Cela n'y répond absolument pas. Alors, notre envie de participer à la vie citoyenne s'exprime dans le milieu associatif mais, malheureusement, il existe une fracture profonde, et elle va s'aggraver, entre cette expression dans le milieu associatif et l'incapacité à s'insérer dans les partis politiques qui restent les organes de pouvoir.

UN INTERVENANT : Pour ne pas se tromper, il faut bien définir les acteurs et savoir qui incarne l'intérêt général. Aujourd'hui, individuellement, les jeunes essaient d'agir (les AMAP, les transports, etc.), mais cela reste individuel ; ils n'incarnent pas l'intérêt collectif. Les entreprises non plus. Ce n'est pas un jugement de valeur, mais les entreprises doivent produire, vendre. Un constructeur automobile pourra faire du développement durable, il n'en restera pas moins qu'il continuera à vendre des voitures qui rejettent des gaz à effet de serre.

Il faut donc bien définir celui qui représente l'intérêt général. Hier, la personne qui représentait La Poste citait Lénine et Kropotkine sur le délitement ou le dépérissement de l'État. Je ne m'y résous pas ; je considère que l'État a encore un rôle à jouer, qu'il faut réhabiliter la notion d'interdiction, d'incitation fiscale et qu'on ne peut pas toujours tout déléguer aux ONG, aux entreprises et aux collectivités locales.

“ nous sommes sous la pression d'une société libérale qui considère que l'interdiction est le début de la dictature.”

blème est que nous sommes sous la pression d'une société libérale qui considère que l'interdiction est le début de la dictature. Or, l'interdiction est également une garante de nos libertés. Nous ne sommes plus capables de le faire, de créer des interdictions ou des incitations fiscales qui favorisent par exemple les transports en commun et ensuite la communication sur le développement durable ; ce serait nettement plus facile.

(Applaudissements.)

G U Y H A S C O E T, *Directeur de l'Académie du développement durable et humain*: Dans le débat croissance/décroissance, lorsque j'ai confié à Patrick Viveret le travail sur "Reconsidérer la richesse", le but était de montrer à quel point la notion statistique de croissance était une absurdité. Je ne voudrais pas que nous nous engouffrons et je suis d'accord avec l'intervention du début dans la même analyse d'un yin et d'un yang de deux stupidités. Lorsque des accidents surviennent sur le périphérique ou qu'une forêt est "dégoommée" par une tempête, c'est de la richesse, soi-disant ! Non, c'est un appauvrissement collectif.

Ce qui est intéressant, c'est la mutation du développement. De quoi fait-on le développement de demain ? Optimisons-nous les équipements plutôt que de courir dans le sens de leur accumulation ? Réorientons-nous une partie de nos masses budgétaires et de nos moyens vers davantage de services immatériels à la personne, à l'environnement, en nouvelles technologies par rapport à l'accumulation des matériels biens/ressources ? Et il faut que chacun prenne sa part. J'ai bien aimé la fin de l'intervention précédente.

Cependant, constituer un réseau AMAP n'est pas dans l'intérêt général : là je suis en profond désaccord. C'est la somme d'initiatives concrètes, de réponses qui mènent, à la fin, à des alternatives réelles et à des modèles dominants. Je suis désolé, j'ai fait une intervention sur l'agroalimentaire chez des gens qui utilisent 100 calories de pétrole pour 1 calorie de surgelé dans l'assiette. Je leur ai posé la question : si demain nous avons une crise du pétrole, l'assiette sera-t-elle vide ? Le problème n'est pas qu'ils n'avaient pas reçu mon interpellation en tant que formateur, mais ils ne s'étaient jamais posé la question !

Je dis que, par conséquent, une industrie du développement durable est à naître pour demain. Certains pays ont de l'avance mais que d'autres, au contraire, s'organisent pour prendre du retard, comme le nôtre en ce moment. Il n'est pas normal que nous ayons raté les 88 000 emplois industriels des

“ Une industrie du développement durable est à naître pour demain, certains pays ont de l'avance”

énergies renouvelables depuis dix ans. Nous faisons 2 % de l'Union européenne à quinze. C'est scandaleux par rapport à ce qu'est la France.

(Applaudissements.)

Donc, à un moment donné, chacun doit prendre sa part. C'est le citoyen dans ses initiatives, dans son organisation territoriale, relationnelle, familiale qui va faire la différence. Tous ceux qui sont patrons ou cadres dans des entreprises savent très bien que l'induction du consommateur fait loi et que, dès qu'un comportement commence à être signifiant, à 2 %, 3 % ou 4 %, il est intégré comme une donnée définitive. Donc, si cela représente 15 % ou 20 %, c'est le début du changement.

Le vrai problème —pour moi et je vais commencer à écrire à ce sujet—, est que notre fonctionnement institutionnel est dans un mécanisme de “*stop and go*”, dans lequel tout le monde est empêché à tous les niveaux. Tout le monde se décharge sur quelqu'un d'autre. Pour la collectivité, c'est la faute du gouvernement qui ne fait pas. Pour le gouvernement, c'est celle de l'Europe. Pour l'Europe, celle du monde. À la fin, pour le monde, c'est celle de Mars... ! La vraie question est de revenir à une responsabilisation complète.

Je veux faire du logement HQE dans toute ma ville, et j'ai la possibilité juridique de le faire. Je veux faire des transports propres ; on ne m'entrave pas avec un RFF, une voie navigable, les gens de l'équipement ou je ne sais qui d'autre... Cela signifie qu'il faut revenir à une vraie légitimité des mandats et que la crise du politique aujourd'hui n'est pas seulement dans le rapport aux citoyens. En fait, bien souvent, la vraie gouvernance du pouvoir des technostructures n'est pas dans les mains des élus. Tous ceux qui ont vécu certaines expériences le savent. Il faut donc déjouer cela.

Il faut être très simple. Il existe une assemblée locale ; elle a une vraie compétence, elle est responsable. Les gens ne sont pas contents : ils changent l'équipe. Aujourd'hui, vous prenez une initiative et vous avez toujours quelqu'un, quelque part, dont la légitimité est autoproclamée par la fonction, qui a de bonnes raisons ou de bons appuis pour vous dire que vous ne pouvez pas faire. Nous avons besoin de dépoussiérer toute la rampe de nos institutions. Nous avons de beaux héritages, mais également de sacrés inconvénients dans cet héritage.

(Applaudissements.)

GILLES BERHAULT : Je vais demander à Catherine Trautmann un exercice particulièrement difficile. Il consiste à essayer de faire une synthèse et de mettre tout cela en perspective. C'est un beau projet.

“ Nous avons besoin de dépoussiérer toute la rampe de nos institutions ”

Pour revenir sur ce qui a été dit sur les jeunes et les vieux, pour nous tous, le seul moment où nous avons eu les jeunes d'un côté et les autres de l'autre, c'est celui-ci. Mais, en ce qui me concerne, au cours de toute la manifestation, je n'ai pas senti de différence, je n'ai vu que des participants contributeurs et je pense que cela s'est bien passé. Je vous en remercie tous car nous avons envie de cela et cela a été bien réussi parce que 110 personnes l'ont fait.

CATHERINE TRAUTMANN : Merci.

Je vais, non pas conclure, mais simplement reprendre quelques réflexions que j'ai glanées au fur et à mesure d'ateliers ou d'échanges que nous avons eus ensemble. Je

vais partir de trois interrogations, en pensant également à notre focus d'hier soir. Au fond, puisque nous sommes dans une forme de continuité, de réflexion, car cette Université dure peu de temps, il est également intéressant de poursuivre dans les contacts, par Internet ou autrement, des réflexions ou une forme d'influence qui peut exister à partir de ce qui se dit ici.

Nous sommes en effet bien dans une Université qui cherche à faire circuler la parole et à mettre en commun, en quelque sorte à mutualiser, les réflexions.

Une des premières questions est politique, mais pas seulement ou alors elle l'est au sens vraiment partagé du terme, dans la mesure où elle concerne l'avenir de la cité : le développement durable est-il un objectif ou une condition ?

Si c'est un objectif, il est possible de toujours repousser les problèmes à demain et réagir en cas d'urgence.

Si c'est une condition, si la condition de la cohérence d'un projet, d'un financement, d'une nouvelle forme d'équité sociale est le développement durable, alors une véritable obligation est faite, dite et exprimée.

En France, nous avons une hésitation ; elle se voit constamment, quels que soient les gouvernements, et je dirai presque quelles que soient les politiques engagées. Là, les choses ne sont pas claires et il ne suffira pas de "militier pour" pour ne pas être victime du "développement durable alibi" ou du développement durable tantôt fondamental, tantôt décoratif, ce qui le dessert profondément.

La question posée entre nous n'est pas le problème, pour moi, de la différence de générations, mais celle de la façon dont est renouvelée la conception de l'action politique, dont elle est remise en cause. Il s'agit de savoir de quelle façon le développement durable est aujourd'hui la capacité d'exercice critique de ce que nous avons entrepris, des décisions prises et de ce que nous faisons, donc comment nous le mettons en débat et comment nous le partageons.

Je retire donc une première conclusion, celle de la nécessité de préserver absolument la complexité de l'approche du développement durable. Il n'existe pas d'action politique simple, ce qui remet en cause notre organisation de l'État par thématique (politique d'environnement, des transports, etc.). Qu'est-ce qui met en synergie, qui



permet d'évaluer le résultat des politiques publiques, sinon la vision de cette complexité et de la cohérence qu'elle emporte ou à laquelle elle contrevient ?

Deuxième interrogation. Vous avez dit "durable". La question du temps a beaucoup été posée. Elle a été rappelée tout à l'heure par les intervenants. Nous sommes d'ailleurs sur des positions différentes, si j'ai bien compris.

D'un côté, nous avons ceux qui disent : "*Profitions du catastrophisme, allons-y; utilisons cette crainte qui peut surgir parce que nous sommes au pied du mur.*"; l'urgence et la catastrophe peuvent avoir une vertu pédagogique de la prise de conscience. Mais nous vivons déjà sous cette espèce de despotisme de l'urgence. C'est au nom de l'urgence qu'on ne résout pas aujourd'hui les problèmes de pauvreté. On peut toujours répondre par du logement d'urgence — nous l'avons vu et nous voyons ce que cela donne — à ceux qui n'ont pas de logement. Si on ne construit pas du logement social, on ne peut pas s'en sortir. On peut toujours répondre sur les questions de santé, sur les questions de transport... Je pourrais prendre de multiples exemples.

Je crois, comme le disait d'ailleurs un auteur récemment, que la dictature de l'urgence est la négation du temps, c'est-à-dire la négation de l'appréciation, dans la projection et dans l'histoire, de notre responsabilité individuelle et collective. Nous devons prendre en compte la rupture et elle doit être introduite dans certaines pratiques et dans des décisions, certes, mais également la nécessité d'introduire la temporalité qu'exige, en quelque sorte, le développement durable.

Si nous voulons sortir de la conception classique de la croissance, alors il faut opposer une conception autre, alternative, du développement. Pour moi, le terme de développement reste entier car il n'est pas soumis, *a priori* et nécessairement, à cette dictature de l'urgence ou économiste qui est celle qui nous lie aujourd'hui, malheureusement.

Troisième interrogation et troisième réflexion : information ou communication ? Cette question a été lancée, abordée. D'ailleurs Gilles, à un moment donné, l'a évoquée. De quel côté se trouve la conscience ? De quel côté est la réciprocité ?

Le débat sur les médias a montré — Geneviève Guichenev le disait voici un instant — que la télévision était un miroir. La radio permet davantage de dialogue. La presse écrite permet, on l'espère, parfois davantage de réflexion, voire d'informations. En même temps, nous entrons dans une société de l'information. Au fond, ce que nous visons, est-ce d'en être simplement consommateur ou de l'échanger ? Est-ce, à partir de là, fonctionner en réseau,

être en mesure de constituer petit à petit une force de pression ? Si nous voulons arriver à des résultats, il ne faut pas nous leurrer, il faut être plus nombreux que nous le sommes ici. Il existe donc bien des formes d'influence à trouver, de prolongement dans le rapport de forces en politique ; c'est indispensable si nous voulons des résultats.

Devons-nous raisonner en compromis ce qui est parfois négatif ou en conciliation ? Pour moi, le développement durable est une obligation de concilier des contraires, parfois des points de vue, et des intérêts divergents, parfois de ne pas les concilier du tout d'ailleurs ! (*Rires*)

S'agissant de l'Europe, je constate que l'Union européenne nous a permis d'avancer plus vite, plus loin, d'édicter des réglementations, parce que nous étions au-dessus ou hors, *a priori*, de l'intérêt strictement national et que nous étions en principe un peu distancés des lobbies industriels ; cela a tendance à changer.

“ La dictature de l'urgence est la négation du temps, c'est-à-dire de notre responsabilité individuelle et collective la négation ”

Donc, le compromis tel qu'il est pratiqué est une méthode politique qui permet de rechercher le chemin commun qui détermine ensuite une règle, une loi, une réglementation à laquelle des pays, des cultures, des peuples différents et des intérêts divergents peuvent être soumis ou à laquelle ils peuvent se référer, y compris dans des contentieux. Il permet donc d'ouvrir de nouvelles étapes de droit car il existe bien des droits nouveaux liés à l'exercice de la mise en œuvre du développement durable.

Trois termes sont donc bien en jeu : l'éthique, la règle et la loi.

L'éthique est peut-être ce qui relève de ce que chacun d'entre nous portons et que nous tentons de mettre en œuvre dans la cohérence entre nos convictions, notre manière d'agir, de penser, et la façon dont nous agissons, dont nous nous engageons.

La règle est ce qui peut être à un moment donné porté par le milieu associatif, par un parti politique, en se donnant son programme de réflexion, ses propres contraintes dans sa pratique démocratique, sa remise en question dans ses propres références et dans sa propre culture, tout cela devant aboutir à la loi.

Je ne crois pas à la possibilité de mettre en œuvre de vraies politiques de développement durable sans avoir des indicateurs stricts, connus et les plus populaires au sens des plus médiatisés et des mieux compris et également sans sanctions. Il n'y a pas moyen de passer pour autre chose que des naïfs ou des gentils s'il n'existe pas de règles ou de lois.

Donc la règle, l'éthique, le citoyen peut la sanctionner en allant voter autrement, dans la vie associative, dans les mouvements d'opinion, dans la manière dont il accepte ou rejette un certain nombre de comportements, de propositions ou de politiques. Mais il existe en même temps une nécessité de pouvoir se référer à ce qui est commun. La cohérence des politiques, des actions et du coût est, pour moi, absolument et indispensablement liée. Nous le savons, la réponse que nous avons souvent est que c'est trop cher. Ce n'est pas trop cher. Si ce n'est pas un objectif, mais une obligation, une condition, toute marge de manœuvre est à dégager et tout nouveau crédit ou toute recherche de moyens est à trouver pour agir en fonction du projet, de l'action liée à un résultat concret en termes de développement durable.

Enfin, la question qui est alors posée est celle des valeurs —il en a été question dans un atelier— et de la valeur. J'aime beaucoup le débat sur les valeurs. Cela fait des années que nous l'avons et il a encore eu lieu à propos de la laïcité. Pour moi, la laïcité existe ou elle n'existe pas si on en fait autre chose qu'une question d'identité ;

voir le débat récent en France sur le voile, une question de femmes, excusez-moi. Cela a peut-être un sens. Pour moi, la laïcité est ce que disait tout à l'heure l'un d'entre vous ; c'est une certaine forme de tolérance à l'autre, c'est-à-dire ce qui a ouvert à chacun le même droit quelles que soient nos opinions, notre confession, notre origine, notre nationalité et quel que soit notre niveau social.

Cela se contredit en permanence vis-à-vis des jeunes. J'avais embauché des jeunes dans un ministère ; on les a pris pour des stagiaires ! C'était des cadres. J'ai mis des critères et des quotas dans une collectivité pour embaucher des jeunes, j'ai eu toute l'administration contre moi. Soit. Anne-Marie en parlait tout à l'heure, je le sais

“ Je ne crois pas à la possibilité de mettre en œuvre de vraies politiques de développement durable sans avoir des indicateurs stricts, connus et les plus populaires ”

et je sais également une chose : ce qui n'est pas accepté dans ce cas, c'est la remise en cause, l'arrivée d'autres propositions, d'une autre sensibilité qui enrichit. C'est toujours refusé au début et c'est toujours reconnu après. Le problème est de faire le pas.

Le débat sur le conflit intergénérationnel est, à mon avis, un débat scandaleux car il est simplement la mise en mots de la peur de répondre à une question : pourquoi ? Est-on jeune jusqu'à 30 ans, quand nous l'avons été jusqu'à 18 ans ? Et encore, à 18 ans, on disait parfois "tchao" aux parents. Cela m'est arrivé... À un moment donné, il faut arrêter. Les rendons-nous indépendants ou leur assurons-nous la possibilité d'être autonomes, engagés et responsables ? C'est la question qui nous est posée. Autrement dit : les "bobos" vont-ils, oui ou non, accepter d'être vieux et non plus systématiquement les "plus" jeunes ? Je le dis franchement parce que je suis, moi aussi, dans ce cas.

Faut-il reprendre la question des valeurs et de la valeur ? Oui. Le développement durable le fait et il faut l'accepter. Mais la valeur du travail, qui est la valeur humaine, la valeur sociale doit pouvoir être pleinement prise en compte dans cette interrogation politique. C'est donc également une question de changement de culture politique et, évidemment, de référence économique.

Permettez-moi de revenir à deux sens qui m'interrogent en permanence et entre lesquels circule du mot "culture".

Celui de Durkheim définit la culture comme un ensemble de traditions, de références, d'héritages et de comportements, avec, en même temps, l'éducation qui est la transmission.

Celui de Lukash, l'écrivain ; il dit que la culture est l'humanité de l'humain, c'est-à-dire la façon dont chaque être est capable de respecter en lui ce qu'il a en propre et en commun avec toute l'humanité. C'est la question sur le plan culturel du développement durable, parti d'une certaine vision de la nature ou de l'environnement, mais qui ré-interroge profondément la question de l'être.

Nous sommes dans une société qui définit l'être par ce qu'il consomme et qui donc entretient la frustration ; qui dit consommation et croissance fondée sur la consommation, dit entretien de la frustration. Franchement, nous sommes une société de frustrés. Pouvons-nous trouver à partager des choix, à les assumer ensemble collectivement ? Pouvons-nous choisir une forme non violente, moins agressive de société (cf. le 4x4, mais également les positions sur la guerre en Irak, la solidarité avec le Sud), trouver une forme d'exercice de générosité économique et également un objectif social et non pas uniquement penser que c'est dans les prestations et la protection que nous aurons strictement respecté la dignité humaine ? Peut-être faut-il nous demander si nous devons changer d'être pour changer la vie ?

“ Nous sommes dans une société qui définit l'être par ce qu'il consomme et qui donc entretient la frustration ”

(Applaudissements.)

GILLES BERHAULT : Je ne vais pas vous demander de conclure, ce serait un peu difficile. *(Rires)*

Nous avons presque fini. Avez-vous simplement envie de dire encore quelques mots ?

U N I N T E R V E N A N T : Nous avons parlé de cultures, de générations, de pays, et il est très important de regarder ce qui est fait à l'extérieur. L'Europe a également une réalité pour ceux d'entre nous qui ont été à l'étranger. Continuons ; il est vraiment très important de rester ouverts, mais de le rester également sur nous-mêmes, en continuant à nous remettre perpétuellement en cause.

C'est très facile de dire cela à mon âge, mais vous tous ici qui avez cette ouverture d'esprit, vous vous remettez en cause. Il est important de le faire, donc d'être ouvert à l'autre, qu'il s'agisse de cultures, de pays ou de soi-même et de ses propres références. Il faut apprendre à reconnaître ses échecs, savoir que nous ne laissons pas un monde sûr à nos enfants avec le nucléaire, avec les trois quarts des rivières et des fleuves pollués. Nous avons fait des erreurs, c'est tout, mais corrigeons-les ensemble.

F L O R I S V A N L I D T H D E J E U D E : Je reprendrai les termes de Dominique Martin-Ferrari. Elle disait hier qu'il fallait parler également un peu de philosophie. En effet, le développement durable n'est pas uniquement l'eau, l'air, les déchets et toutes ces choses matérielles, mais aussi un projet philosophique, collectif, de société. Je suis content car, durant ces deux jours, cette idée que nous ne parlions pas uniquement de choses purement matérielles et concrètes, mais également d'un projet collectif, est venue sur la table des ateliers.

Concernant l'Université d'été, je suis très heureux qu'elle nous ait été ouverte pendant ces deux jours et j'espère qu'elle le restera ultérieurement pour permettre ce renouvellement des idées, des contacts et des échanges ; je vous en remercie.

M A R I E J O U R D A I N : Nous parlions du conflit de générations, etc. Nous avons effectivement tout à créer ensemble, mais nous avons également énormément à profiter de votre expérience. Cela fait 10, 20, 30 ans que vous êtes dans ce domaine, et vous en avez vu les prémices ; vous avez donc énormément à nous apporter. Cette Université d'été m'a donné envie de travailler dans le concret, à agir au jour le jour, mais également

de continuer à m'informer et écouter vos arguments, votre expérience, tout ce que vous avez compris pour que nous essayions de faire fructifier ces idées et de construire autre chose.

“ Nous avons effectivement tout à créer ensemble, mais nous avons également énormément à profiter de votre expérience ”

Je vous livre une phrase que j'ai trouvée assez belle : *"Allons-nous continuer à nous partager le monde ou allons-nous aller vers un monde du partage ?* Nous avons été dans un monde de partage et j'espère vivement, comme Floris, que cela continuera au delà de l'Université d'été, au quotidien, lorsque nous viendrons vous rencontrer, et que nous aurons des choses à partager encore ensemble. *(Applaudissements.)*

G I L L E S B E R H A U L T : Merci beaucoup. Bravo, tout particulièrement à ceux du Conseil régional des jeunes. Prendre la parole dans un lieu comme celui-ci n'est pas toujours facile lorsqu'on est élève depuis quatre ans de Victor Hugo-Espinosa ; à 18 ans, c'est assez impressionnant ! Il faut se faire un peu violence et je trouve cela très bien.

Merci beaucoup, Victor-Hugo, pour le travail que tu fais.

Anne-Marie, cette fois, nous allons conclure. Veux-tu dire quelques mots pour rebondir sur ce que tu as entendu à la fin ? Nous allons également vous dire quelques mots sur le manifeste. Nous allons peut-être reporter un peu le rendez-vous, mais je crois que c'est un point de départ. Je te passe la parole.

A N N E - M A R I E S A C Q U E T : Je voulais tous vous remercier pour votre grande capacité d'écoute depuis hier et pour cette force de proposition. D'ailleurs, avec les échanges que nous avons pu avoir avec les uns et les autres, notre groupe de pilotage va sacrément se renforcer et je suis ravie que cette troisième Université d'été se termine avec une véritable mobilisation de beaucoup d'entre vous.

Je souhaite juste faire passer deux messages.

En ouverture, nous nous étions engagés à ce que l'Université produise des engagements concrets. En ce qui concerne ce dialogue et les échanges entre les générations que nous avons souhaité introduire cette année, bien évidemment – Marie, je te le confirme, nous allons, comme nous en avons discuté depuis hier, continuer ce travail d'échanges. Comment allons-nous faire ?

Le Président vous a parlé tout à l'heure de notre premier axe d'intervention qu'est l'éducation au développement durable. Depuis un an, nous avons mis en place en France un réseau d'Agendas 21 scolaires, de l'école au campus. Par ces Agendas 21, il ne s'agit pas forcément de renouveler les contenus pédagogiques, parce que nous n'osons pas toucher à la "forteresse Éducation nationale"...

[...]

Nous voulons plutôt accompagner et inciter les jeunes à construire leurs propres plans d'action pour le développement durable et à avoir un territoire d'expression sur la consommation, la mobilité, la solidarité locale, la coopération internationale. Je suis profondément convaincue qu'il existe une sorte de "société française souterraine", invisible parce que peu reconnue par les médias et, d'une manière générale, par les pouvoirs en place.

Nous essayerons, avec l'Université, le Comité 21 et le groupe de pilotage de l'Université, d'aider cette société souterraine à être un peu plus visible, notamment grâce à des mises en réseau. Je pense au réseau Écoforum (nous travaillons beaucoup avec Victor-Hugo et avec vous), mais il en existe d'autres sur le territoire français. Nous allons donc nous engager à organiser cette mise en réseaux avec, pourquoi pas, un "réseau de réseaux" d'initiatives citoyennes.

Par ailleurs, j'en ai parlé tout à l'heure avec le Président, nous proposerons au prochain Conseil d'administration de mieux représenter les jeunes générations au sein du Comité 21. Je sais que nous aurons l'appui de certains membres du Conseil d'administration, participants actifs à l'Université ; je pense notamment à Dominique, à l'ADEME, à Pascal Dubois qui représente Valenciennes et, bien sûr à ACIDD ! (*Rires*) Mais c'est tellement évident ! Je sais que nous trouverons un écho favorable. Il est important que nous renforçons cette capacité de dialogue inter-génération.

“ il existe une sorte de "société française souterraine", invisible parce que peu reconnue par les médias et, d'une manière générale, par les pouvoirs en place”

J'en viens au deuxième aspect de cette Université qui est le projet de manifeste. Merci Robert de nous encourager à poursuivre ce projet, même s'il est pour l'instant très imparfait. Ce que nous avons souhaité en tout cas, c'est essayer de sortir de cette troisième Université avec quelques

traces, et notamment de formaliser un certain nombre de valeurs que nous partageons.

Ce matin, dans l'atelier "Valeurs et ripostes", notamment sur l'humanisme, on a osé parler de fraternité, d'amour ; on a même osé parler de plaisir. C'est vous dire !

(Applaudissements.)

GILLES BERHAULT : Nous avons commencé hier soir.

ANNE-MARIE SACQUET : Il est vrai que, dans ce projet de manifeste, la principale valeur que nous avons retenue est pour l'instant la responsabilité. Elle nous paraît essentielle.

Ce projet a également pour but de responsabiliser l'ensemble des sphères de pouvoir et d'influence que nous représentons, même si ce ne sont pas forcément les sphères de pouvoir classiques. Je crois que nous avons une responsabilité à prendre dans la promotion, la diffusion, bref dans la communication des valeurs que nous partageons.

Nous y travaillerons très vite puisque nous allons inviter le groupe de pilotage au cours des dix prochains jours à travailler ce texte, sur la base des amendements et des remarques que vous nous avez faits. Nous reviendrons ensuite très rapidement vers vous avec ce projet de manifeste.

“ nous avons une responsabilité à prendre dans la promotion, la diffusion, bref dans la communication des valeurs que nous partageons”

Il faut savoir qu'il sera également alimenté par un instrument de suivi ; si nous prenons des engagements, ou si nous proposons à différents types d'acteurs d'en prendre, il faut bien entendu être mesure de suivre la mise en œuvre de ces engagements. Bien entendu, ce texte pourra être enrichi

et renouvelé chaque année, lors de l'Université d'été.

Merci à tous d'avoir contribué avec beaucoup de chaleur et apporté de multiples propositions à cette troisième Université.

(Applaudissements)

